

# Communiqué de Presse du Conseil d'Etat

---

25 septembre 2013

La version Internet fait foi



# Sommaire

---

<b>Genève-Confédération .....</b>	<b>4</b>
Soutien avec réserves au projet de révision du droit pénal fiscal .....	4
Non au contreprojet indirect à l'initiative populaire « Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration ! » .....	4
Oui à la participation de la Suisse aux programmes européens de navigation par satellite .....	5
Produits biocides : oui avec réserves à l'adaptation de la réglementation suisse aux dispositions européennes .....	6
Genève n'est pas touché par la loi d'exécution et l'ordonnance sur les résidences secondaires .....	6
Déjeuner avec les officiers de l'armée suisse et 20 <sup>e</sup> anniversaire de la CdC .....	6
<b>Genève .....</b>	<b>8</b>
950 logements et 250 emplois à Genève et Vernier .....	8
Cologny : dissolution de la Fondation communale pour la construction de logements .....	9
Autopartage : oui au projet innovant de la Ville de Genève .....	9
Adoption d'une nouvelle convention portant sur les horodateurs et parcomètres en Ville de Genève .....	9
Subventions aux établissements accueillant des personnes handicapées .....	10
Approbation du rapport de gestion 2012 de la Fondation Genève Tourisme & Congrès .....	11
Changements de conseillères et conseillers municipaux .....	11
Condoléances à la famille de M. Roland Vuataz .....	12
<b>Entrée en vigueur de lois .....</b>	<b>13</b>
<b>Agenda des invitations à la presse .....</b>	<b>14</b>

## **Soutien avec réserves au projet de révision du droit pénal fiscal**

Le Conseil d'Etat a répondu à une procédure de consultation lancée par le Département fédéral des finances sur un projet de révision du droit pénal fiscal visant à uniformiser les éléments constitutifs des infractions ainsi que les procédures pénales applicables aux différents types d'impôts. Le gouvernement genevois approuve les grandes orientations prises par ce projet, mais émet également quelques réserves et commentaires sur certains points.

Parmi les éléments positifs du projet, le Conseil d'Etat salue en particulier la nouvelle construction des infractions à partir d'éléments constitutifs comparables pour tous les types d'impôts, l'escroquerie fiscale étant désormais considérée comme une forme qualifiée de soustraction fiscale, ce qui permettra d'éviter qu'une double peine soit prononcée pour l'une et l'autre infraction. Il accueille également favorablement l'unification du droit procédural et des moyens d'enquête, y compris la possibilité pour les autorités fiscales cantonales d'accéder aux renseignements bancaires et de recourir à des mesures de contrainte dans le cadre de la procédure pénale.

Parmi les points plus problématiques du projet, le Conseil d'Etat relève notamment que la réforme proposée entraînerait un accroissement des tâches dévolues aux administrations fiscales cantonales ainsi qu'une modification profonde de leurs méthodes de travail et qu'elle aurait, dans le même temps, un impact considérable sur l'activité, l'organisation et le coût des tribunaux. S'agissant de la nouvelle notion d'escroquerie fiscale qualifiée en tant que crime fiscal préalable au blanchiment d'argent, il considère par ailleurs que les éléments imposables non déclarés ne sauraient constituer un critère de référence pour distinguer un crime d'un délit et suggère qu'ils soient remplacés par le montant d'impôt soustrait. Enfin, quand bien même il tient cette réforme pour nécessaire, le Conseil d'Etat regrette qu'elle marque un certain changement de culture dans le système suisse en introduisant une plus grande défiance dans les relations entre administrations et contribuables.

*Pour toute information complémentaire : M. Bertrand Lugon-Moulin, secrétaire général adjoint, DF,  
☎ 022 327 98 21.*

---

## **Non au contreprojet indirect à l'initiative populaire « Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration ! »**

Le Conseil d'Etat a répondu défavorablement à la procédure de consultation de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-N) portant sur un contreprojet indirect élaboré dans le cadre de l'examen de l'initiative populaire « Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration ! ». Ce contreprojet indirect entend répondre au but visé par l'initiative populaire, à savoir supprimer la distorsion de concurrence

entre le secteur de la restauration, soumis actuellement au taux normal de 8% de TVA, et le secteur de la vente « à l'emporter », soumis au taux réduit de 2,5%.

Le Conseil d'Etat souligne le travail effectué par les membres de la CER-N, qui reconnaît la légitimité du but poursuivi par l'initiative. Le Conseil d'Etat estime cependant que la proposition faite par la CER-N de soumettre les « denrées alimentaires chaudes » à l'emporter au taux normal de 8% de TVA est à la fois complexe et créatrice d'une nouvelle distorsion de concurrence dans le secteur de la vente de denrées alimentaires à l'emporter. Ainsi, un même achat – celui d'une denrée alimentaire chaude et d'une boisson froide, par exemple – pourrait être soumis à deux taux de TVA distincts, entraînant des tâches administratives supplémentaires pour les entreprises et rendant les contrôles particulièrement difficiles.

Le Conseil d'Etat relève également que le problème de l'égalité de traitement en matière de TVA entre la consommation de denrées alimentaires froides ou chaudes dans les établissements publics et à l'emporter n'est pas réglé. Au contraire, la proposition de la CER-N touchera également des secteurs de marché qui ne concurrencent pas les restaurants, plus particulièrement les commerces de denrées alimentaires.

Le Conseil d'Etat désapprouve donc le contreprojet indirect tel que proposé par la CER-N.

*Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, directeur général des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.*

---

### **Oui à la participation de la Suisse aux programmes européens de navigation par satellite**

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à une consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication relative à l'accord de coopération avec l'Union européenne (UE) concernant la participation de la Suisse aux programmes européens de navigation par satellite Galileo et EGNOS.

Le programme Galileo de l'Union européenne est consacré au développement d'un système de navigation par satellite de dernière génération. Le système régional EGNOS permet, quant à lui, d'améliorer la précision et la fiabilité des signaux émis par l'ensemble des systèmes globaux de navigation.

Vu l'importance de la recherche et de la formation continue liées à ce système et ses nombreuses applications tant pour l'économie nationale que pour la société, le Conseil d'Etat souhaite que le Global National Satellite System (GNSS) fasse partie des pôles de recherche et de développement stratégiques de la Suisse comme le sont les biotechnologies et les nanotechnologies.

La Confédération et l'UE ont négocié un accord technique qui permettra à la Suisse de prolonger son engagement dans les deux programmes précités, opéré jusqu'ici au travers de l'Agence spatiale européenne (ASE). Cette participation répond à la fois aux intérêts des pôles technologique et industriel helvétiques et à ceux des utilisateurs suisses. Ces programmes mettent non seulement fin à la dépendance de l'Europe face au *Global Positioning System* (GPS), mais ouvrent également les portes au marché de la navigation par satellite, qui revêt une importance grandissante.

*Pour toute information complémentaire : Mme Pauline Borsinger, attachée de direction, direction générale des affaires économiques, ☎ 022 546 87 87.*

---

## **Produits biocides : oui avec réserves à l'adaptation de la réglementation suisse aux dispositions européennes**

En réponse à une consultation du Département fédéral de l'intérieur sur la révision partielle de l'ordonnance sur les produits biocides, le Conseil d'Etat approuve les modifications proposées, car la Suisse se doit d'adapter sa législation en matière de produits biocides aux dernières dispositions en vigueur dans l'Union européenne (UE).

Le gouvernement cantonal tient néanmoins à exprimer son désaccord sur deux aspects imparfaitement traités et rendant plus difficile la surveillance du marché. Premièrement, l'introduction du principe de reconnaissance des autorisations centralisées de l'UE sans que celle-ci soit liée à un importateur particulier rend difficiles les demandes de mise en conformité. Deuxièmement, l'absence d'un registre complet des produits biocides admis en Suisse ne permettra pas aux autorités de remplir avec efficacité leurs tâches de contrôle.

Les biocides sont représentés par 21 types de produits différents, du désinfectant aux produits antimoisissures.

*Pour toute information complémentaire : M. Christian Robert, pharmacien cantonal, DARES,  
☎ 022 546 51 88.*

---

## **Genève n'est pas touché par la loi d'exécution et l'ordonnance sur les résidences secondaires**

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation menée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication sur la loi d'exécution et ordonnance sur les résidences secondaires.

Le Conseil d'Etat indique dans sa réponse que le territoire genevois n'est pour l'essentiel pas touché par la question du taux excessif de résidences secondaires car, en matière d'hébergement, la politique touristique du canton est axée principalement sur l'hôtellerie.

*Pour tout complément d'information : M. Jean-Charles Pauli, attaché de direction, office de l'urbanisme, DU,  
☎ 022 546 73 15.*

---

## **Déjeuner avec les officiers de l'armée suisse et 20<sup>e</sup> anniversaire de la CdC**

Le Conseil d'Etat a reçu les officiers généraux et supérieurs de l'armée suisse pour un déjeuner qui a eu lieu à la Fondation Zoubov. Cette rencontre a lieu chaque deux ans.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat recevra jeudi 26 et vendredi 27 septembre les membres de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) à l'occasion de son 20<sup>e</sup> anniversaire. La CdC a décidé d'organiser ses quatre séances plénières dans les quatre régions de Suisse et Genève a été choisi pour la Suisse romande. Souhaitant sensibiliser les représentants des vingt-six cantons aux spécificités genevoises (infrastructures, organisations internationales, zone frontalière), le gouvernement genevois emmènera notamment les membres de la conférence au Salève.

Fondée le 8 octobre 1993, la CdC encourage la collaboration entre les cantons dans leurs domaines de compétence et assure, dans les affaires fédérales qui les concernent, la coordination et l'information requises. Elle sert de plate-forme politique dédiée à la formation de l'opinion entre les cantons et renforce ainsi la position des cantons dans l'Etat fédéral. La conférence garantit également la participation des cantons à la politique extérieure et européenne de la Confédération.

---

## **950 logements et 250 emplois à Genève et Vernier**

Le Conseil d'Etat a approuvé le plan directeur de quartier (PDQ) « Concorde », portant sur la réalisation d'environ 950 logements et 250 emplois sur le territoire de Genève et de Vernier.

Le PDQ est délimité par les avenues de l'Ain et d'Aire ainsi que par les voies ferrées de Genève et de Vernier. Le périmètre comprend 170 parcelles pour une superficie de près de 28 hectares. Alors que les parcelles sont en majorité en mains privées (60%), les potentiels constructibles se trouvent pour la plupart en mains publiques.

Le secteur de la Concorde constitue un périmètre de renouvellement urbain qui présente de multiples opportunités. Le PDQ permettra d'une part de renouveler le parc immobilier de la Fondation HBM Emile Dupont (FED) et de densifier des secteurs villas en zone de développement. Ce secteur comprendra d'autre part l'aménagement d'une halte RER à Châtelaine ainsi qu'un projet de voie verte d'agglomération.

Le PDQ Concorde, situé à proximité de vastes espaces naturels, de parcs et de commerces, renferme aussi un important patrimoine à valoriser, dont font notamment partie la cité-jardin d'Aire, la ferme Menut-Pellet ou la maison de la Concorde.

Le projet de la Concorde a été choisi comme nouveau projet-modèle de la politique des agglomérations menée par l'Office fédéral du développement territorial pour un développement territorial durable.

Le projet-modèle a misé sur la collaboration entre des institutions cantonales (office de l'urbanisme, direction générale de la nature et du paysage) et les responsables des quartiers concernés au sein des Villes de Genève et de Vernier. L'enjeu consistait à élaborer un PDQ et des projets d'aménagement tout en y impliquant la population. La création de mini-chantiers a permis d'entretenir la motivation des gens à participer à ce processus long et complexe.

Le PDQ fixe les grandes orientations de l'aménagement d'un quartier situé sur une ou plusieurs communes. Il affine le contenu du plan directeur cantonal ou communal mais ne précise pas le détail des réalisations, qui fait l'objet de procédures ultérieures. Il engage les autorités cantonales et communales en faveur des mêmes objectifs.

*Pour toute information complémentaire : M. Fabio Dubs, chef de projet, direction des grands projets, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 74.*



---

## **Cologny : dissolution de la Fondation communale pour la construction de logements**



Le Conseil d'Etat a approuvé l'abrogation de la loi concernant la constitution d'une Fondation communale de Cologny pour la construction et la gestion de logements, qui avait été créée par une loi du 18 décembre 1987.

Cette fondation avait pour but de mettre à disposition de la population de Cologny des logements à loyers raisonnables et des locaux professionnels, commerciaux, artisanaux et d'intérêt général.

La fondation n'étant plus active depuis 1996, le conseil de fondation a décidé sa dissolution le 25 avril 2013. Par délibération du 30 mai 2013, le Conseil municipal a approuvé cette décision.

*Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.*

---

## **Autopartage : oui au projet innovant de la Ville de Genève**

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement au Conseil administratif de la Ville de Genève concernant la faisabilité d'un projet pilote *Free Floating* sur son territoire. Ce projet consiste en la mise à disposition des clients de l'entreprise Mobility car sharing, en complément de l'offre de base, de véhicules stationnés sur le domaine public et localisables via une application smartphone, ceci sans réservation préalable.

Sur la base de ce préavis favorable du Conseil d'Etat, la Ville de Genève pourra faire acte de candidature en tant que première ville suisse à accueillir cette nouvelle offre de mobilité, qui s'inscrit dans les perspectives de multimodalité décrites dans la stratégie « Mobilités 2030 » adoptée par le Conseil d'Etat au mois de juin dernier.

Si Genève devait être retenue, des modifications réglementaires seraient entreprises par le Conseil d'Etat pour permettre le stationnement de cette flotte sur le domaine public municipal.

*Pour toute information complémentaire : M. Alexandre Prina, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 25.*

---

## **Adoption d'une nouvelle convention portant sur les horodateurs et parcomètres en Ville de Genève**

Le Conseil d'Etat a adopté une nouvelle convention sur les horodateurs et parcomètres liant l'Etat et la Fondation des parkings, portant sur les 422 horodateurs et parcomètres implantés en Ville de Genève. Cette convention, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014, entérine le transfert de l'ensemble des horodateurs et parcomètres à la Fondation des parkings, transfert destiné à en améliorer la gestion et à anticiper le renouvellement progressif de ces appareils, qui incombera désormais à la Fondation des parkings.

La nouvelle convention participe du dispositif visant à rendre plus efficace la politique du stationnement décidée par l'Etat, en permettant à la Fondation des parkings de disposer des moyens de production pour sa mise en œuvre.

L'adoption de cette convention constitue une nouvelle avancée en matière de stationnement, qui s'inscrit dans les dix-huit actions figurant dans le plan d'action du stationnement 2013-2019 adopté par le Conseil d'Etat le 19 juin 2013.

*Pour toute information complémentaire : Mme Chrystelle Charat, cheffe de projet, direction de la planification générale, DIME, ☎ 022 546 78 27.*

---

## **Subventions aux établissements accueillant des personnes handicapées**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil deux projets de loi accordant des indemnités aux établissements accueillant des personnes handicapées majeures et mineures, concrétisant ainsi l'effort constant déployé en faveur des personnes handicapées dans le canton de Genève.

Le premier projet accorde une indemnité de 513,45 millions de francs pour la période 2014-2017 aux établissements accueillant des personnes handicapées adultes (EPH). L'évolution des subventions octroyées à l'ensemble des EPH entre les périodes quadriennales 2010-2013 et 2014-2017 est de 60,117 millions de francs, soit une augmentation de 9,35%. Cette croissance est graduelle sur la période 2010-2017. Elle peut être principalement expliquée par l'ouverture de nouvelles places selon la planification cantonale et par les compléments d'indemnités versés au titre des mécanismes salariaux, de l'indexation et des compléments CIA/CEH.

Le second projet de loi accorde une indemnité globale de 295,37 millions de francs pour la période 2014-2017 aux Fondations Clair bois, Ensemble et SGIPA, qui oeuvrent dans le domaine du handicap et de l'enseignement spécialisé. L'évolution des subventions octroyées à ces trois fondations entre les périodes quadriennales 2010-2013 et 2014-2017 est de 6,42 millions de francs, soit une augmentation brute de 6,5%. L'augmentation nette (hors réallocations) se monte à 3,67 millions de francs (3,7%).

Au 31 décembre 2012, les EPH du canton de Genève comptaient 924 places d'accueil résidentiel (lieu d'hébergement) et 1528 places d'accueil en journée (ateliers et centres de jour), soit au total 2452 places.

La planification des besoins concernant les personnes handicapées adultes, élaborée par la direction générale de l'action sociale, fait état de l'ouverture de 61 places en accueil résidentiel et de 175 places d'accueil en journée d'ici la fin de l'année 2017, soit un nombre total de 236 nouvelles places pour le canton.

Pour ce qui est des mineurs, ces projets de lois concernent 252 places, dont 70 résidentielles. Ils permettront l'adaptation de l'offre durant la période contractuelle et comprennent dorénavant les prestations de psychomotricité délivrées au sein des établissements.

Ces projets de loi sont conformes aux dispositions prévues par la loi genevoise sur les indemnités et aides financières, du 15 décembre 2005.

*Pour toute information complémentaire : M. Michel Blum, directeur en charge des assurances sociales et du handicap, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 19, ou M. Gilles Thorel, directeur du pôle de coordination des prestations déléguées et de la surveillance, direction générale de l'office de l'enfance et de la jeunesse, DIP, ☎ 022 388 55 87.*

---

## **Approbation du rapport de gestion 2012 de la Fondation Genève Tourisme & Congrès**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil le rapport de gestion de l'exercice 2012 de la Fondation Genève Tourisme & Congrès.

Il s'agit du premier rapport de gestion émis par la Fondation Genève Tourisme & Congrès, entité issue de l'intégration de l'association Genève Tourisme & Congrès dans la Fondation pour le tourisme en vertu de la modification de la loi sur le tourisme, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013, qui a permis de simplifier la gouvernance des instances touristiques à Genève.

Le budget de la Fondation Genève Tourisme & Congrès est entièrement financé par les produits des taxes de séjour et de promotion du tourisme, qui se sont élevés à 15,032 millions de francs. Sont prélevés sur ce budget le financement de la Geneva Transport Card (3,18 millions payés à Unireso) ainsi que divers soutiens accordés à des projets ou manifestations de tiers, dont 80'000 francs pour les illuminations de fin d'année en Ville de Genève.

*Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, directeur général des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.*

---

## **Changements de conseillères et conseillers municipaux**

Dans le courant du mois de septembre 2013, le service des votations et élections a effectué cinq changements d'élus municipaux :

- En Ville de Genève, M. Julien Cart, démissionnaire de la liste « Les Verts », a été remplacé par Mme Delphine Wuest.
- A Carouge, M. Michael Paparou, démissionnaire de la liste «Les socialistes carougeois», a été remplacé par M. Patrick Mutzenberg.
- A Meyrin, Mme Badia Luthi, démissionnaire de la liste « Les Socialistes », a été remplacée par M. Chadli Mastoura.

En l'absence de « viennent-ensuite » sur la liste électorale, deux élections complémentaires par dépôt prioritaire conformément à l'article 164 de la loi sur l'exercice des droits politiques ont eu lieu dans les communes suivantes :

- A Perly-Certoux, M. Frédéric Wenger a été élu sans scrutin sur la liste « Alternative villageoise de Perly-Certoux » suite à la démission de M. Richard Yeramian ;
- A Aire-la-Ville, M. José Noda Gonzalez a été élu sans scrutin sur la liste « Entente villageoise » suite à l'élection à l'exécutif de M. Michel Apotheloz.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 09.*

---

### **Condoléances à la famille de M. Roland Vuataz**

Le Conseil d'Etat a adressé ses condoléances à la famille de M. Roland Vuataz, musicien et pédagogue dont la personnalité a marqué l'enseignement musical à Genève.

M. Vuataz, qui a dirigé le Conservatoire populaire de musique, théâtre et danse de 1975 à 2001, a su réunir les professeurs de musique, danse et théâtre autour d'une vision de l'enseignement fondée sur la complémentarité. Son engagement professionnel a largement contribué à faire aboutir la réforme de l'enseignement artistique de base dans notre canton, enseignement aujourd'hui délégué par le département de l'instruction publique, de la culture et du sport à douze écoles accréditées.

# Entrée en vigueur de lois

---

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur de la loi suivante :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
<a href="#">Loi du 28.06.2013, modifiant la loi sur l'exercice des droits politiques (A 5 05) (Dépouillement centralisé des élections) (L11142)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 28 septembre 2013 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)

*Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.*

# Agenda des invitations à la presse

*Sous réserve de modifications*

26 septembre 10h	Label « 1+ pour tous » : un an déjà !	Salle des Abeilles, Palais de l'Athénée, 1205 Genève	DSE	Florence Forget ☎ 022 388 24 37
26 septembre 11h00	Coup de projecteur sur les mini-chantiers	Jardin du bâtiment Picto 30 av. Ernest-Pictet (côté av. De-Luserna)	DIME	Jean-Marc Mitterer ☎ 022 546 76 10
30 septembre 10h30	Refonte de la loi sur la restauration, le débit de boissons, l'hébergement et le divertissement	14, rue de l'Hôtel-de-Ville salle de conférences du rez-de-chaussée	DARES	Nathalie Riem ☎ 022 546 88 88
15 octobre 14h00	Pose de la première pierre de l'étape 3.3. de la Maternité	Hôpitaux universitaires de Genève (lieu exact à définir)	DU  DARES	Nicole Bovard ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72  Marie de Coulon ☎ 022 546 88 14
29 octobre 9h30	Amiante, PCB et plomb dans la construction : « Pour des travaux sans danger, faisons circuler l'information ! »	Pavillon SICLI, Acacias	DIME	Leyla Caragnano ☎ 022 546 76 14